

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'intelligence artificielle (IA) commence à remodeler l'économie mondiale. À l'instar des précédentes technologies à usage général ou des percées technologiques qui ont eu un impact planétaire, comme l'électricité ou Internet, l'IA a le potentiel de transformer la manière dont les économies fonctionnent en modifiant les modes de production, d'échange et de consommation des biens et des services. Toutefois, son évolution et son incidence futures restent incertaines. En outre, les effets de l'IA soulèvent des questions essentielles au sujet du rôle que le commerce aura à jouer pour soutenir la croissance inclusive ; en effet, l'IA pourrait soit favoriser l'innovation, stimuler la croissance économique et entraîner une convergence des revenus entre les économies et à l'intérieur de celles-ci, soit creuser les fractures économiques et technologiques existantes.

Le Rapport sur le commerce mondial 2025 examine la relation complexe et en évolution rapide entre l'IA et le commerce international, et étudie la manière dont ces forces peuvent façonner une croissance inclusive. Le message central de ce rapport est que l'IA peut devenir un puissant moteur de croissance inclusive et tirée par le commerce – la croissance inclusive étant une croissance économique qui accroît les débouchés commerciaux tout en garantissant que les gains du commerce sont largement partagés à la fois entre les économies et au sein des sociétés. Or cela ne sera possible que si les économies investissent dans les bonnes politiques de soutien et coopèrent pour éviter la fragmentation des réglementations régissant l'économie numérique. Un système commercial multilatéral fondé sur des règles, au centre duquel se trouve l'OMC, est essentiel pour faire en sorte que les avantages de l'IA soient largement partagés.

L'IA et le commerce peuvent être des catalyseurs au service d'une croissance plus inclusive

L'IA offre de nouvelles possibilités de réduire les coûts du commerce et d'accroître la participation aux marchés mondiaux, en particulier pour les petites entreprises. Les outils d'IA renforcent déjà l'efficacité du

commerce en améliorant la visibilité au sein des chaînes d'approvisionnement, en automatisant le dédouanement, en réduisant les barrières linguistiques, en renforçant la connaissance du marché, en améliorant l'exécution des contrats et en aidant les entreprises, y compris les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), à s'y retrouver dans des réglementations complexes. Des travaux de recherche de l'OMC fondés sur une enquête conjointe menée spécialement aux fins du présent rapport en 2025 avec la Chambre de commerce internationale (ICC)¹ montrent que près de 90% des entreprises qui utilisent actuellement l'IA disent bénéficier d'avantages tangibles dans les activités liées au commerce, et 56% d'entre elles indiquent que la technologie a amélioré leur capacité à gérer les risques commerciaux.

L'IA stimule également la productivité dans tous les secteurs, ce qui soutient la croissance économique. Des études empiriques montrent que l'utilisation de l'IA entraîne des gains d'efficacité tangibles dans des tâches aussi diverses que le service client, le conseil en gestion et le développement de logiciels, bien que l'ampleur de ces gains puisse varier selon le contexte. Selon une estimation récente, basée sur des travaux de recherche portant sur des tâches spécifiques, l'IA pourrait ajouter environ 0,68 point de pourcentage à la croissance annuelle de la productivité globale des facteurs, qui mesure l'efficacité avec laquelle une économie utilise ses intrants – généralement le travail et le capital – pour générer de la production (Aghion et Bunel, 2024).

D'après des simulations de l'OMC, l'IA pourrait entraîner une forte augmentation du commerce mondial et du revenu réel. Ces simulations sont basées sur une extension du modèle standard du commerce mondial de l'OMC² incluant des services d'IA et tiennent compte de réductions des coûts du commerce, du transfert de tâches de la main-d'œuvre vers l'IA et des gains de productivité liés à ce transfert. Elles suggèrent que l'IA pourrait entraîner une forte augmentation du commerce et du PIB d'ici à 2040 et prévoient notamment une augmentation du commerce mondial de l'ordre de 34% à 37% selon les différents scénarios. La plus forte croissance devrait être observée en ce qui concerne le commerce des

services fournis par voie numérique (42%), y compris les services d'IA. Cette augmentation des échanges reflète i) la réduction des coûts opérationnels du commerce, ii) la forte croissance prévue des services d'IA combinée à la grande échangeabilité de ces services, liée à la concentration géographique de la production dans quelques régions, et iii) la croissance de la productivité supérieure à la moyenne dans les secteurs les plus propices aux échanges, en particulier les services fournis par voie numérique.³ Le développement et le déploiement de l'IA devraient également générer des augmentations substantielles du PIB mondial, de l'ordre de 12% à 13% selon les scénarios.

L'incidence de l'IA sur la croissance inclusive dépendra de la manière dont la fracture numérique entre les économies – à savoir, entre autres, les disparités en matière d'infrastructure numérique, de capacités et de matériel – sera réduite, et de la manière dont la technologie se diffusera à l'échelle mondiale. Les économistes de l'OMC ont simulé quatre scénarios d'adoption de l'IA pour tenir compte des différents degrés de rattrapage politique et technologique des économies, et les différences entre les scénarios étaient considérables. Dans le scénario de référence, dans lequel les économies à faible revenu ne parviennent pas à se mettre au niveau des économies à revenu élevé en ce qui concerne la technologie et l'infrastructure numériques, les économies à revenu élevé voient leurs revenus augmenter de 14%, contre 11% pour les économies à revenu intermédiaire et 8% pour les économies à faible revenu.⁴ Toutefois, cet écart se réduit considérablement en cas d'amélioration de l'infrastructure numérique dans les économies à faible revenu, la croissance du revenu projetée passant à 11% pour les économies à faible revenu, et à 12% dans les économies à revenu intermédiaire et élevé. Par ailleurs, dans un scénario qui prévoit une amélioration de l'infrastructure et une large adoption de l'IA, les économies à faible revenu et à revenu intermédiaire devraient bénéficier d'avantages encore plus importants, les gains de PIB passant à 15% pour les économies à faible revenu et à 14% pour les économies à revenu intermédiaire.

L'IA pourrait également contribuer à une réduction modérée des inégalités de revenus entre les travailleurs. En raison du transfert des tâches des travailleurs humains vers l'IA, la prime de qualification, qui mesure le ratio entre les salaires des

travailleurs hautement qualifiés et ceux des travailleurs peu qualifiés, pourrait diminuer légèrement. Au niveau mondial, alors que les salaires réels de tous les groupes de travailleurs devraient augmenter, la prime de qualification devrait diminuer de 3% à 4% selon les différents scénarios. Le rétrécissement global de l'avantage salarial traduit le fait que le transfert de tâches humaines vers l'IA est plus prononcé pour les professions moyennement et hautement qualifiées que pour les professions peu qualifiées, ce qui signifie que la demande relative de main-d'œuvre moyennement et hautement qualifiée diminue.

Le commerce contribue à rendre l'IA plus accessible. La plupart des économies dépendent des marchés internationaux pour l'obtention des intrants nécessaires à l'IA, des matières premières aux semi-conducteurs et à l'équipement informatique à haute performance, en passant par les données d'entraînement et les services en nuage. En 2023, le commerce mondial des produits nécessaires à l'IA – y compris les matières premières, les semi-conducteurs et les biens intermédiaires – s'élevait à 2 300 milliards d'USD.⁵ Le commerce facilite également la fourniture d'outils fondés sur l'IA – des diagnostics à distance aux applications d'inclusion financière, en particulier dans les économies dont les capacités internes sont limitées.

La participation aux chaînes de valeur de l'IA ouvre de multiples possibilités de développement. Certaines économies sont en train de devenir des pôles pour les intrants en amont, tels que les minéraux essentiels et l'énergie, tandis que d'autres se positionnent comme des centres régionaux pour l'hébergement de données, les services en nuage ou l'adaptation locale de modèles d'IA. Même les intrants essentiels pour l'IA, tels que les données d'entraînement, offrent des points d'entrée aux économies moins avancées sur le plan technologique pour participer au développement de l'IA. De nombreuses économies en développement y contribuent déjà par le biais d'activités à forte intensité de main-d'œuvre, y compris la collecte de données, l'annotation et la modération ; toutefois, il reste difficile de garantir une rémunération équitable et une protection adéquate des travailleurs.

Les services fondés sur l'IA sont à même de créer de nouveaux débouchés commerciaux, car de nombreuses applications sont numériques et adaptables. Des applications telles que la création de contenu alimentée par l'IA, la télémédecine et

l'analyse de données permettent aux entreprises de se développer efficacement et d'être compétitives à l'échelle mondiale. Bien que des défis subsistent, la connectivité numérique de base peut permettre aux économies disposant d'une infrastructure physique limitée de participer plus activement aux marchés mondiaux. Les services fondés sur l'IA créent des effets d'apprentissage dynamiques et contribuent à accélérer la transformation structurelle, en particulier dans les économies à faible revenu et à revenu intermédiaire.

Le commerce peut faciliter la diffusion de l'innovation en matière d'IA, car les économies plus ouvertes au commerce ont tendance à connaître des retombées plus importantes en matière d'innovation. Les flux commerciaux bilatéraux de services fournis par voie numérique sont étroitement corrélés avec les citations transfrontières de documents de brevet lié à l'IA – références faites dans un brevet à un autre brevet déposé pour protéger des droits de propriété intellectuelle (PI) – et permettent indirectement de savoir quand une invention s'appuie sur une autre. L'analyse de l'OMC montre qu'une augmentation de 10% du commerce des services fournis par voie numérique est associée à une augmentation de 2,6% des citations transfrontières de documents de brevet lié à l'IA.

Le risque d'aggravation de la fracture numérique

Le pouvoir de transformation que l'IA pourrait exercer sur le commerce est important, mais rien ne garantit qu'il se concrétisera. En l'absence d'investissements ciblés, de grandes politiques inclusives et d'une coordination internationale, l'IA pourrait exacerber les fractures existantes, voire en créer de nouvelles, ce qui compromettrait le potentiel de développement offert par l'IA.

L'accès à l'IA est très variable selon les régions du monde, ce qui limite la capacité de nombreuses économies à participer au commerce tiré par l'IA. Les infrastructures numériques, la puissance de calcul informatique, les travailleurs qualifiés et les réglementations propices sont concentrés dans une poignée d'économies. On retrouve ce déséquilibre dans les politiques liées au commerce : les économies à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure disposent de grandes politiques beaucoup plus

avancées encadrant l'IA et le commerce numérique, et elles apportent un soutien financier nettement plus important à la production liée à l'IA. En revanche, les économies à faible revenu n'ont commencé que récemment à élaborer des réglementations concernant les flux de données et l'IA. Ces disparités restreignent la capacité des économies les plus pauvres à exploiter le potentiel de l'IA.

L'IA peut modifier les avantages comparatifs d'une manière qui renforce les inégalités. La technologie de l'IA favorise la production à forte intensité de données et de capital, ce qui pourrait éroder la compétitivité des économies caractérisées par une main-d'œuvre peu qualifiée et un faible coût du travail. Par ailleurs, la capacité de développement de l'IA reste concentrée dans un petit nombre d'entreprises et d'économies, et elle peut accroître encore davantage le rendement du capital et creuser par là même les fossés existants. Les simulations de l'OMC montrent que le taux de location du capital – c'est-à-dire le coût de l'utilisation d'intrants en capital – augmente considérablement en comparaison des salaires, d'environ 14 points de pourcentage. Cela tient principalement au fait que les services d'IA ont comme double caractéristique de remplacer le travail et de dépendre fortement du capital. En conséquence, la demande de capital augmente plus que la demande de travail, ce qui fait grimper le taux de location de capital.

Bien que le commerce puisse contribuer à la diffusion de l'IA, les écarts existants risquent de se creuser si le mouvement n'est pas homogène.

L'adoption de l'IA est concentrée dans les grandes entreprises urbaines connectées. Les petites entreprises et les régions moins connectées font face à toute une série d'obstacles qui vont du manque d'infrastructures aux coûts de mise en conformité. Les résultats de l'enquête OMC-ICC de 2025 montrent que seulement 41% des petites entreprises déclarent utiliser l'IA, contre plus de 60% des grandes entreprises. Dans les économies à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, moins d'un tiers des entreprises utilisent l'IA.

Les perturbations du marché du travail pourraient accroître le risque de voir la fracture se creuser davantage. L'IA pourrait avoir une forte incidence sur le marché du travail, en particulier dans les services auxquels le commerce numérique a ouvert des perspectives de développement prometteuses pour les économies à faible revenu.

Si certaines tâches, telles que la transcription, la traduction et les fonctions d'appui sont de plus en plus susceptibles d'être automatisées, l'impact global sur l'emploi dépendra de la manière dont l'IA viendra compléter ou remplacer l'exécution des diverses tâches, et de la capacité d'adaptation des travailleurs et des entreprises. Selon certains scénarios, l'IA pourrait donner un coup de fouet à la productivité des travailleurs du secteur des services dans les économies en développement, améliorant ainsi la compétitivité de celles-ci au niveau mondial. Toutefois, faute de politiques adéquates, ces changements pourraient également réduire les possibilités d'exportation ou intensifier les pressions en faveur de la relocalisation dans les économies avancées.

Le rôle de la politique intérieure dans la création d'un environnement propice à une IA plus inclusive

L'incidence de l'IA sur la croissance inclusive dépend de la façon dont sont conçues les politiques commerciales et liées au commerce. Les droits de douane, les contrôles à l'exportation, les réglementations relatives aux services et la gouvernance des données sont autant d'éléments qui déterminent la disponibilité, l'accessibilité financière et la diffusion de l'IA et des biens et services nécessaires à son développement. L'adoption inégale des politiques dans les pays des différentes catégories de revenus risque de creuser les écarts structurels en matière de préparation à l'IA, notamment ceux liés à la fracture numérique.

Le nouvel indice de l'OMC sur l'ouverture des politiques commerciales à l'IA révèle des variations significatives dans les politiques commerciales liées à l'IA entre les différents groupes de revenus et au sein de ceux-ci. L'indice sur l'ouverture des politiques commerciales à l'IA établi par les économistes de l'OMC (voir l'annexe D) englobe trois domaines d'action pertinents pour la diffusion de l'IA : les obstacles au commerce des services, les restrictions au commerce des produits nécessaires à l'IA et les limitations des flux de données transfrontières. En moyenne, les économies à revenu intermédiaire des tranches inférieure et supérieure tendent à maintenir les politiques les plus restrictives. S'il apparaît que les économies à faible

revenu sont relativement plus ouvertes, cela peut être dû à une capacité réglementaire limitée et à une infrastructure numérique sous-développée plutôt qu'à une ouverture délibérée. Même dans les économies où les droits de douane sont peu élevés, les prescriptions restrictives en matière de localisation des données ou les contrôles à l'exportation peuvent entraver l'accès aux outils et aux marchés de l'IA.

Au-delà de l'ouverture, des politiques complémentaires déterminent également la manière dont le commerce et l'IA contribuent à la croissance inclusive. Ces politiques comprennent, entre autres, la protection de la propriété intellectuelle, les cadres de concurrence, les politiques en matière d'infrastructure et d'énergie, les systèmes d'éducation et le soutien des pouvoirs publics. Toutefois, ces politiques restent essentiellement concentrées dans les économies à revenu élevé et dans les économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Les politiques en matière de propriété intellectuelle et de concurrence liées à l'IA se développent rapidement. Le nombre d'économies ayant adopté au moins une politique en matière de propriété intellectuelle liée à l'IA est passé de 41 en 2017 à 140 en 2024. Toutefois, d'importantes disparités subsistent entre les pays des différents groupes de revenus. Parallèlement, les mesures relevant de politiques de la concurrence ciblant l'IA ont fortement augmenté depuis l'apparition de ChatGPT en novembre 2022, 44 nouvelles mesures ayant été enregistrées. Cependant, plus de 80% d'entre elles ont été prises dans des économies à revenu élevé ou à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, ce qui démontre une fois de plus que l'adoption des politiques est disparate.

Pour rendre le développement de l'IA plus durable et plus inclusif, il faudrait augmenter les investissements déjà substantiels dans l'infrastructure énergétique et numérique consacrée au développement de l'IA. Les centres de données consomment déjà 1,5% de l'électricité mondiale, ce qui met en évidence l'importance des investissements dans les infrastructures existants, y compris dans les énergies renouvelables, pour ce qui est de soutenir le développement de l'IA. Pourtant, l'activité concernant les politiques en faveur des énergies renouvelables est très variable. Les économies à haut revenu représentent 69% de l'ensemble des politiques mondiales en matière

d'énergies renouvelables, tandis que les économies à faible revenu n'en représentent que 1,5%.

Les politiques éducatives, qui aident les économies à développer les capacités nécessaires pour tirer parti de l'IA, révèlent aussi un déséquilibre mondial entre les économies à revenus plus élevés et les économies à revenus plus faibles.

Les économies à revenu élevé et les économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure investissent davantage dans l'éducation en général et développent de plus en plus de programmes consacrés à l'IA. En revanche, moins d'un tiers des économies en développement ont adopté des stratégies nationales d'éducation à l'IA, ce qui risque de creuser l'écart de compétences entre les pays des différents groupes de revenus.

Les aides publiques ciblées jouent un rôle de plus en plus important dans le développement de l'IA.

La part des subventions mondiales destinées aux produits liés à l'IA a considérablement augmenté depuis 2010 et a connu récemment un pic à plus de 15%. Les économies à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure représentent plus de 98% de ces mesures, ce qui témoigne du risque important de voir les capacités en matière d'IA se concentrer encore davantage.

En l'absence d'action concertée, l'hétérogénéité des politiques risque d'entraîner des inégalités à long terme.

L'adoption de politiques ciblées sur l'IA est très inégale selon les groupes de revenus, la majeure partie de ces politiques étant mise en œuvre par les économies à revenu élevé et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Une coopération internationale visant ces politiques pourrait contribuer à réduire les disparités et à faire en sorte que le commerce reste un facteur de progrès pour tous à l'ère de l'IA.

Le rôle de l'OMC au service d'approches plus inclusives du commerce et de l'IA

La coopération internationale en matière d'IA n'en est encore qu'à ses débuts et reste pour une large part à l'état d'idéal vu le peu d'attention portée au commerce et à la politique commerciale. La plupart des initiatives liées à l'IA prennent la forme de déclarations de haut niveau, de principes généraux ou de lignes

directrices non contraignantes qui mettent l'accent sur l'éthique dans l'utilisation de l'IA, la sécurité, la transparence et l'interopérabilité. Rares sont les références au commerce international, qui est pourtant l'« huile » qui fait tourner le moteur de l'IA en permettant la circulation transfrontières des intrants essentiels, depuis les données et l'infrastructure jusqu'au matériel, aux talents humains et aux services qui rendent possibles le développement et le déploiement de l'IA.

L'intensification de la coopération internationale, en particulier le renforcement de celle-ci en matière d'IA et de commerce, pourrait contribuer à accroître la participation au développement et au déploiement de l'IA.

La coopération commerciale peut favoriser un environnement plus stable et plus prévisible pour les investissements et l'innovation liés à l'IA. Elle peut aider à atténuer des problèmes tels que l'inégalité d'accès aux technologies, la fragmentation de la réglementation et la concentration de la puissance commerciale, qui empêchent les parties intéressées d'accéder plus largement et à un moindre coût au développement et au déploiement de l'IA.

Jusqu'à présent, les accords commerciaux régionaux (ACR) ont été le principal moyen de faire progresser la coopération entre économies pour ce qui est de l'IA au regard du commerce.

Toutefois, ces accords, négociés pour la plupart par des économies à haut revenu, restent limités en nombre et en portée. Ils mentionnent généralement le potentiel de l'IA à l'appui de la croissance économique ou de la transformation numérique, mais ils sont moins nombreux à cerner des domaines de coopération tels que la recherche et la réglementation.

L'OMC offre déjà un cadre qui, bien que n'étant pas exclusivement consacré à l'IA, contribue au développement et au déploiement de celle-ci en soutenant l'innovation et en favorisant un commerce plus ouvert et plus prévisible des produits et des services concernés. Le développement et le déploiement de l'IA dépendent de l'accès aux marchés mondiaux, des flux de données transfrontières et de la diffusion des technologies, domaines qui sont directement influencés par la politique commerciale. À cet égard, plusieurs accords de l'OMC servent de fondement à l'écosystème mondial de l'IA en réduisant les coûts du matériel grâce à l'Accord sur les technologies de

l'information (ATI), en promouvant la transparence réglementaire et les normes internationales grâce à l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC), en facilitant le commerce des services liés à l'IA dans le cadre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et en soutenant la protection de la propriété intellectuelle et la diffusion de la technologie grâce à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC).

Au-delà de son action en matière de règles et d'accès au marché, l'OMC peut également contribuer à élargir la participation au commerce lié à l'IA au moyen de mécanismes favorisant la transparence, le dialogue et le renforcement des capacités pour ce qui est des aspects de l'IA liés au commerce.

Par exemple, le système d'alerte ePing commun à l'OMC, au Centre du commerce international (ITC) et aux Nations Unies, qui sert au suivi des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et des mesures OTC,⁶ aide les parties prenantes à suivre l'évolution de l'IA liée au commerce. Par ailleurs, les discussions régulières au sein des comités de l'OMC permettent aux Membres de faire part de leurs préoccupations, d'échanger leurs données d'expérience et de tirer des enseignements des approches réglementaires adoptées par d'autres en matière d'IA, ce qui renforce l'alignement réglementaire. Les initiatives menées par l'OMC, telles que *Le commerce numérique en Afrique*,⁷ aident les économies en développement à mettre en place les infrastructures, les capacités réglementaires et les compétences dont elles ont besoin pour mieux participer à l'économie numérique, bâtissant ainsi des fondations qui sont de plus en plus pertinentes pour le commerce lié à l'IA. Le Fonds pour les exportatrices dans l'économie numérique (WEIDE), établi conjointement par le Secrétariat de l'OMC et l'ITC, aide les femmes des économies en développement à commercer davantage et mieux grâce aux outils numériques. Les récents projets d'Aide pour le commerce dans des domaines tels que les transports, les infrastructures et l'agriculture intègrent déjà l'IA, ce qui aide les économies bénéficiaires à optimiser leurs processus logistiques et industriels ou à promouvoir une agriculture durable.

L'action en faveur de la participation au commerce lié à l'IA bénéficierait également d'un engagement plus marqué des Membres de l'OMC. Alors que la gouvernance mondiale de l'IA continue de prendre forme, l'OMC pourrait contribuer

à en orienter le développement afin de faire en sorte que le commerce favorise un plus large accès à l'IA moyennant l'amélioration de l'accès au marché des biens et services liés à l'IA et le renforcement de la transparence et du dialogue sur les politiques en matière d'IA se rapportant au commerce. Par exemple, on constate une inégalité au regard de l'accès au marché des produits nécessaires à l'IA, pour lesquels les droits consolidés peuvent atteindre 45% dans certaines économies à faible revenu. L'accroissement du nombre de parties à l'ATI et l'actualisation des engagements au titre de l'AGCS contribueraient à rendre l'IA plus abordable. Il demeure toutefois essentiel de trouver un juste équilibre entre ces engagements contraignants – compte tenu de la capacité de mise en œuvre de chaque Membre de l'OMC – et la flexibilité des politiques si l'on veut préserver la prévisibilité qui découle d'engagements crédibles tout en cherchant à obtenir des résultats plus inclusifs en matière d'IA. La question de l'IA et du commerce inclusif a été au cœur des discussions de certains organes de l'OMC, en particulier dans le contexte du Programme de travail sur le commerce électronique et du Groupe de travail informel sur les MPME.

Pour que la politique commerciale contribue à accroître la participation des économies à l'IA, il faudra que l'OMC intensifie sa collaboration avec d'autres organisations et initiatives internationales. Vu que, dans le domaine de l'IA, nombre de défis se rapportant au commerce s'inscrivent dans le cadre de questions plus vastes concernant les politiques, il est essentiel de renforcer la cohérence entre les politiques commerciales et les autres politiques publiques pour répondre à des préoccupations telles que la fracture numérique, la concentration du marché, les incidences sur le marché du travail et la durabilité environnementale. Cette cohérence dépend certes des décisions intérieures concernant les politiques, mais l'amplification de la collaboration entre organisations internationales peut servir d'appui en ce qu'elle favorise le dialogue, encourage les approches communes et facilite la mise en commun des ressources, et permet ainsi de traiter les problèmes. La coordination de l'action internationale peut donc contribuer à élargir, à l'échelle mondiale, la participation à l'économie tirée par l'IA grâce à des politiques commerciales qui soient davantage ouvertes, prévisibles, tournées vers l'avenir et flexibles.

L'heure est venue de faire un choix stratégique

L'impact qu'aura l'IA à l'avenir dépend des choix qui sont faits aujourd'hui. Ce sont eux qui détermineront si l'IA deviendra une force d'inclusion, à la fois au sein des économies et entre elles, ou si elle sera source de division. Pour réaliser le potentiel de l'IA, il faudra investir dans l'infrastructure numérique, les compétences des travailleurs et les écosystèmes compétitifs, et favoriser les réformes intérieures, la coopération internationale et des institutions capables de s'adapter à l'évolution rapide des technologies, en s'appuyant sur un engagement en faveur de l'ouverture, de l'inclusivité et de la prospérité partagée.

L'OMC peut jouer un rôle central en veillant à ce que l'IA soit mise au service d'une croissance inclusive tirée par le commerce. Pour cela, il faut non seulement qu'elle fasse progresser l'ouverture commerciale et l'élaboration de règles, mais aussi

qu'elle modernise ses propres fonctions, promeuve la transparence et l'interopérabilité, et continue à fournir aux Membres un espace de confiance où ils peuvent s'employer à concilier la politique commerciale avec une transformation numérique responsable et inclusive.

Il est maintenant temps d'opérer le choix stratégique qui déterminera comment l'IA influencera le commerce et la croissance. À condition que les cadres adéquats soient en place, soutenus par les investissements, les réformes intérieures et la coopération internationale, l'IA pourrait ouvrir des perspectives et renforcer le système commercial multilatéral. Mais, en l'absence de mesures volontaristes visant à combler les lacunes en matière de capacités, à mettre à jour les règles commerciales et à mieux aligner les réglementations, les risques associés à l'IA pourraient être aggravés et ses bienfaits pourraient rester concentrés entre les mains de quelques-uns.

Notes finales

- 1 L'enquête sera publiée peu après ce rapport. Elle sera disponible sur les sites Web de l'OMC et de l'ICC.
- 2 Le modèle du commerce mondial de l'OMC est un modèle d'équilibre général calculable (EGC) dynamique récursif, qui est utilisé pour analyser les scénarios concernant la politique commerciale et les technologies à long terme. Un document de travail de l'OMC décrit les détails des simulations présentées dans le présent rapport (Bekkers *et al.*, 2025).
- 3 Cela contraste avec le rapport de l'OMC de 2024 sur le commerce et l'IA intitulé *Commerce et intelligence (OMC, 2024a)*, qui prévoyait une croissance du commerce de 14% d'ici à 2040, suivant un scénario dans lequel les gains de productivité étaient plus importants et l'adoption de l'IA par les différentes économies plus uniforme. Cette différence s'explique par le fait que le modèle utilisé aux fins du présent rapport prend en compte davantage de moyens de réduction des coûts opérationnels du commerce, une forte échangeabilité dans le secteur des services d'IA associée à une forte prévision de croissance, et une hausse plus élevée de la productivité.
- 4 Les groupes de revenus utilisés dans ce rapport sont basés sur la classification des pays par niveau de revenu de la Banque mondiale pour 2024-2025, disponible à l'adresse suivante : <https://blogs.worldbank.org/en/opendata/world-bank-country-classifications-by-income-level-for-2024-2025>.
- 5 Une liste exemplative de biens nécessaires à l'IA figure à l'annexe A.1.
- 6 Voir <https://www.epingalert.org/fr>.
- 7 Voir https://www.wto.org/french/tratop_f/serv_f/serv_2502202416_f/serv_2502202416_f.htm.serv_2502202416_s/serv_2502202416_s.htm.